COP24 : les États valident l'accord de Paris, mais sans plus

COP24 : les États valident l'accord de Paris, mais sans plus Les catastrophes climatiques se multiplient. Les appels d'urgence aussi. Les experts sont d'accord, unanimement. Contre le réchauffement climatique, il faut faire plus et plus vite. Pourtant, à l'occasion de la COP24, la communauté internationale n'est pas parvenue à aller au-delà de l'accord de Paris. Il y a quelques semaines, les scientifiques du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) tiraient la sonnette d'alarme : dans un monde à +2 °C -- qui est l'objectif minimal du pacte climatique de 2015 --, les impacts seraient bien plus importants que dans un monde qui subirait un réchauffement de 1,5 °C, qui est la limite idéale de l'accord. Mais pour rester sous +1,5 °C, il faudrait réduire les émissions de CO2 de près de 50 % d'ici 2030 par rapport à 2010, alors que les engagements actuels des États annoncent un monde à +3 °C avec son lot de tempêtes, sécheresses, inondations, etc. Face à ce coup de semonce, nombre de délégations, en particulier les vulnérables États insulaires, espéraient que, pour cette 24e Conférence climat de l'ONU (COP24), les pays promettent de relever d'ici 2020 leurs engagements de réduction des gaz à effet de serre. Mais, dans un contexte géopolitique peu propice, les États se sont surtout appliqués à boucler les règles qui permettront d'appliquer l'accord. Préparé depuis trois ans et donnant lieu, durant ces 14 derniers jours, à des négociations tendues, ce « mode d'emploi » d'une centaine de pages fixe notamment les modalités de suivi

des actions nationales. Une flexibilité a été accordée aux pays en développement. « Dans les circonstances actuelles, continuer à construire notre bâtiment est déjà une réussite », a déclaré Teresa Ribera, la ministre espagnole de l'Environnement, même si elle aurait aimé des « messages beaucoup plus forts ». Les États « ont fait des progrès, mais ce que nous avons vu en Pologne, c'est un manque fondamental de compréhension de la crise actuelle », estime, de son côté, Manuel Pulgar-Vidal, du WWF, rappelant que le Giec donne seulement 12 ans pour agir. « Ce manque de réponse au rapport du Giec, c'est choquant », ajoute Jennifer Morgan, de Greenpeace. La décision finale de la COP se limite, de fait, à « répéter la demande de mise à jour » des engagements d'ici 2020, déjà formulée dans l'accord de Paris. Elle « insiste sur l'urgence d'une ambition accrue », sans calendrier. Après la COP24, l'accord de Paris devrait pouvoir être appliqué. Mais cela risque de ne pas être suffisant à lutter efficacement contre le réchauffement climatique. © Cocoparisienne, Pixabay, CC0 Creative Commons Un contexte tendu Une passe d'armes sur la reconnaissance ou non des conclusions du Giec avait déjà donné le ton en milieu de COP : États-Unis, Arabie Saoudite et Russie refusant la mention « accueille favorablement » dans la décision finale. Sortis de l'accord de Paris, mais pour l'instant toujours dedans, les États-Unis ont vivement défendu leurs positions traditionnelles. Face au « vide » laissé par le futur départ américain, « la Chine est passée à la vitesse supérieure », a déclaré à l'AFP Catherine McKenna, la ministre canadienne de l'Environnement, estimant que les Chinois avaient fait preuve de « flexibilité ». Le financement des politiques climatiques est l'autre préoccupation des pays pauvres, notamment la manière dont va s'organiser la montée des fonds promis par le nord à partir de 2025. Alors que les pays du Nord ont promis de passer leur aide climat à 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, quelques pays comme l'Allemagne ont annoncé de nouvelles contributions, notamment au Fonds vert. Et la Banque mondiale a promis 200 milliards de dollars pour la période 2021-2025. « Mais il est clair qu'il faudra aller au-delà et faire davantage d'annonces concrètes pour convaincre les pays en développement qu'ils seront soutenus dans leurs efforts pour la transition bas carbone », souligne David Levaï, de l'Institut des relations internationales (Iddri). Plus inattendu : les règles des mécanismes d'échange de quotas d'émissions carbone ont bloqué pendant des heures, samedi, la conclusion des travaux, le Brésil menant la contestation. Le coeur de ce sujet très technique, mais qui doit empêcher que des réductions d'émissions soient comptées deux fois, a été retiré du texte adopté. De quoi indigner vivement un observateur vétéran des négociations : « Cette conférence a été retardée par le Brésil alors qu'elle aurait dû l'être par les petites îles ! C'est tragique ». Mais comme le soulignait, fataliste, Frank Bainimarama, le Premier ministre fidjien et président de la COP23, son île de moins d'un million d'habitants ne peut « pas menacer ou forcer qui que ce soit à faire ce que l'on veut ». Ce qu'il faut retenir La COP24 a doté l'accord de Paris des outils qui lui donneront vie. Mais, malgré les mises en garde des scientifiques, la communauté internationale ne s'est pas engagée à faire plus et plus vite contre le réchauffement climatique. Des inquiétudes persistent quant au financement des politiques climatiques. Source web par: futura sciences